

Arrêté N° 2021_01571_VDM

**SDI 18/340 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE PÉRIL GRAVE ET IMMINENT - 38-40 RUE
FLÉGIER - 13001 - 201802 B0063**

Nous, Maire de Marseille,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2131-1, L2212-2, L2212-4 et L2215-1,

Vu les articles L.511.1 et suivants ainsi que les articles L.521.1 à L.521.4 du code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R.511.1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R531-1, R531-2 et R.556-1 du code de justice administrative,

Vu l'arrêté n°2020_03084_VDM du 24 décembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de péril grave et imminent n°2019_01214_VDM signé en date du 08 avril 2019, qui interdit pour raison de sécurité l'occupation tous les balcons de l'immeuble sis 38-40, rue Flégier - 13001 MARSEILLE,

Vu l'attestation établie le 17 septembre 2020, par Monsieur Paul REYMOND, architecte DPLG, domicilié 15, rue de Cassis – 13008 MARSEILLE,

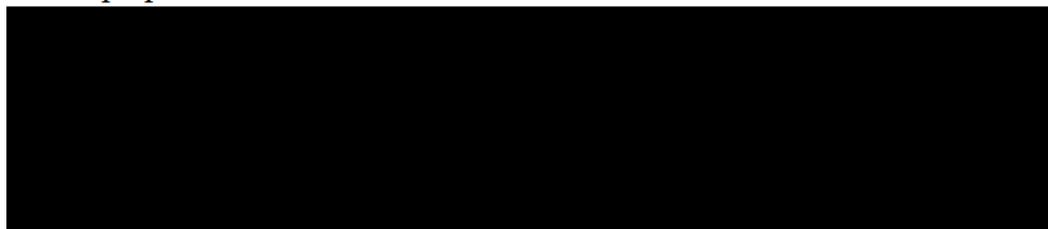
Considérant qu'il ressort de l'attestation de Monsieur Paul REYMOND, que les travaux de réparations définitifs ont été réalisés,

Considérant que la visite des services municipaux, en date du 25 mai 2021 a permis de constater la réalisation des travaux mettant fin à tout danger,

ARRÊTONS

Article 1

Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation définitifs attestés le 17 septembre 2020 par Monsieur Paul REYMOND, architecte DPLG, dans l'immeuble sis 38-40, rue Flégier - 13001 MARSEILLE, parcelle cadastrée n°201802 B0063, quartier Chapitre, appartient, selon nos informations à ce jour, en toute propriété à l'INDIVISION GIBAUD :



La mainlevée de l'arrêté de péril grave et imminent n° 2019_01214_VDM signé en date du 8 avril 2019 est prononcée.

Article 2 L'accès à l'ensemble des balcons de l'immeuble sis 38-40, rue Flégier - 13001 MARSEILLE est de nouveau autorisé.

Article 3 À compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé aux fins d'habitation. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification et/ou l'affichage du présent arrêté.

Article 4 Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature aux propriétaires indivisaires tel que mentionné à l'article 1.

Le présent arrêté est affiché en mairie de secteur ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille.

Article 5 Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des bouches-du Rhône, à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 6 Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Patrick AMICO

Monsieur l'Adjoint en charge de la
politique du logement et de la lutte contre
l'habitat indigne

Signé le : 8 juin 2021